

Dans la période où le problème de l'existence de tels services se posait, éclate une violente crise du système. Et le pouvoir affolé se tourne encore une fois vers ceux qu'il rappelle si souvent mais qu'on veut oublier au plus vite ; la chaîne de ceux qui savent si bien se rendre indispensables pour contacter les réseaux mis en place. Debré, Fanton, Foccart, Ponchardier, Lemarchand.

A) Une des solutions

Aussitôt ils vont donner l'explication suivante du mouvement : « C'est un complot préparé depuis très longtemps par un petit nombre d'agitateurs », explication qui permet de faire comprendre qu'on aurait dû s'occuper de ces comploteurs bien avant, et qu'il suffirait du renforcement de certaines structures telles que le SAC, pour mettre à la raison cette minorité étudiante, et de décider la création d'une organisation politique capable d'empêcher leurs idées subversives de se propager.

« Quelques centaines d'étudiants arrivent à déclencher une grève qui bloque l'appareil d'Etat, et désespère complètement le pouvoir politique ; une telle situation ne peut plus, ne doit plus se produire ».

Un projet va se faire jour, constituer une organisation : l'appel est lancé, les CDR apparaissent et c'est la fraction qui depuis longtemps essaye de mettre en place un parti politique national, anti-communiste et capable par son poids d'obtenir pour ses chefs une audience importante au niveau de l'exécutif, qui va animer la création des CDR.

Qui dit parti, dit structuration, et quand on explique que la France est contaminée par la pègre marxiste, on rend cette structuration efficace. Il est nécessaire de fortement centraliser, hiérarchiser, pour assurer la reprise en main politico-militaire de la situation — et en tirer bénéfice — Conséquences : interventions tout azimuth, les CDR dans un premier temps veulent apparaître sur tout et partout. Flins, EDF, lycées, parents d'élèves, université...

Pour les SAC on clame les mêmes préoccupations mais on précise les méthodes : intimidation par la violence, par l'exemple ; le SAC deviendrait un groupe anti-terroriste. A ceux à qui on donne cette explication, on précise l'organigramme, service action renseignement, donc passe-droit, armes, adresses, argent, couvertures, impunité. Quelle aubaine pour le « milieu » qui voyait peu à peu remettre en cause ses anciens contrats. Impunité c'est 7 000 adhésions, autant de « militants » qui ont un passé ou tout du moins auront un avenir judiciaire.

Ceux qui mettent en place ces deux organisations, ceux qui expliquent que la France est touchée par le mal à tous les niveaux, vont pousser pour obtenir des moyens qui permettent une lutte efficace contre un ennemi si puissant : argent, immeuble, journal, voiture, frais de mission, voyages, conférences, stages.

C'étaient les pensées politiques d'une fraction de la bourgeoisie — et en 69, elle pensait qu'il fallait mettre au pas le pays, mais ça impliquait de se heurter rapidement à un mouvement ouvrier fortement organisé, sorti intact d'une immense mobilisation de classe : la dynamique c'était de faire des CDR, un appareil capable de briser les grèves, toutes les grèves. En même temps casser l'apparition des militants qui en milieu étudiant, lycéen avaient dirigé la révolte et continuaient d'animer le mouvement :

- empêcher la structuration de ces groupes
- interdire la vente de leurs journaux
- interdiction des manifestations
- lancer des groupes d'intervention à l'assaut des facs et des lycées.

B) Un autre projet : celui du gouvernement.

Essayer d'intégrer l'ensemble du mouvement dans les usines :

- politique des contrats de progrès, participation